

Canton du bolchévisme ». Une période de troubles, de conspirations militaires, de trahisons confuses s'ouvre. En mai (1925), la situation est si critique que le gouvernement doit se réfugier à l'école militaire de Wampou. Le mouvement ouvrier déploie sa force dans les grèves de Shamin et de Canton, signalées, le 23 juin, par la fusillade de Shamin où les britanniques couchent sur le pavé, au seuil des concessions étrangères, 57 morts et plus de 200 blessés... Le gouvernement du « Kuomintang » est pris entre le mouvement ouvrier et paysan et la contre-révolution. Il doit choisir. Ouantou-Oueï et Liao-Tchoun Kaï (ce dernier sera assassiné le 20 août 1925) font une politique populaire, de gauche. Aidés de conseillers russes, ils réorganisent l'armée, y forment des sections d'enseignement politique et de propagande ; l'école de guerre de Wampou est conçue sur le modèle des écoles de guerre de l'armée rouge ; la Chine, pays des armées de mercenaires, sans foi ni loi, voit naître une armée dont la force sera dans sa conviction, dans sa conscience, dans sa discipline morale, dans son intelligence.

Plus encore que le mouvement ouvrier et que les agressions de la contre-révolution, c'est le commencement de la révolution agraire qui met le « Kuomintang » en demeure d'opter entre la réaction et la révolution. Quelques données permettront de juger de la misère du paysan chinois. L'enquêteur américain Taylor fixe à un revenu minimum de 187 dollars mexicains par an le niveau d'existence au-dessous duquel commence pour le paysan chinois la misère. Or, 41 % des familles de paysans étudiées ont un revenu inférieur à... 40 dollars l'an. « L'existence des gens de cette classe exige une telle tension des forces que la lutte pour la pitance quotidienne tue les germes de tout développement intellectuel, spirituel et même physique », écrit un autre étranger, M. Dittmer. Ces enquêteurs ont étudié la Chine septentrionale ; mais telle est la situation dans l'immense pays. Les masses paysannes y sont acculées à la dégénérescence, à l'animalité — ou à la révolte. Tout ce qu'il y a d'énergique en elles se révolte — le « banditisme » prospère.

85 % des terres appartiennent dans le Kouang-Toung (la province de Canton) à des propriétaires fonciers, qui ont constitué de fortes milices de mercenaires afin de pressurer les paysans. Notre camarade, M. Alsky a raconté dans un chapitre remarquable de son petit livre *Canton vainc* (1), le début de la révolution paysanne dans cette contrée, en 1924-25. Il existe, dans les campagnes de la Chine, depuis des temps immémoriaux, quantité de sociétés secrètes. Une de ces sociétés, formée à Hay-Fing (Kouang-Toung), adoptait pour devise : « Que

celui qui ne travaille pas ne mange pas. » Une autre : « Prenez aux riches, donnez aux pauvres. » Une troisième : « Faire le bien au nom du Tout-Puissant. » Un parti des pauvres existait, toujours à Hay-Fing — cette ville est un centre du mouvement paysan —, parti qui voulait « devenir l'avant-garde de la révolution des travailleurs ». Certaines de ces organisations étaient nettement anarchisantes. — Le « Kuomintang » menacé, en 1924, fit appel aux paysans et son appel fut entendu. Mais, dès lors, il dut se situer dans les incessants conflits armés entre propriétaires fonciers et organisations paysannes. Des troupes cantonaises envoyées contre les propriétaires, passèrent plusieurs fois de leur côté. Il arriva même que la garde de corps de Sun-Yat-Sen passât aux propriétaires fonciers. Le « Kuomintang » brisa ces résistances et c'est même une des raisons pour lesquelles il réussit à garder le pouvoir. Fin 1925, les associations paysannes du Kouang-Toung, affermies par leurs victoires, embrassaient déjà 200.000 membres. Le « Kuomintang » décréta que le fermage des terres ne pourrait dépasser la moitié des récoltes et serait réparti ainsi : 25 % au propriétaire, 12,5 % au fisc, 12,5 % de ristourne faite par le gouvernement au cultivateur. Nous ignorons si cette mesure a été appliquée et dans quelle mesure. Mais il est certain que depuis le coup d'Etat du 20 mars 1926 (avènement au pouvoir, dans le « Kuomintang », de Tchang-Kaï-Shek et du centre-droite), la politique agraire du gouvernement sudiste a surtout cherché à contenir le mouvement paysan.

Quant au P. C. chinois, le camarade Tang-Pin-San exposait au VII<sup>e</sup> Exécutif élargi de l'I. C. que l'une de ses principales erreurs avait été ne point élaborer de programme agraire ; il constatait que le mouvement paysan s'était développé spontanément en dehors de l'influence du parti. « Nous devons, ajoutait-il, défendre les intérêts de la paysannerie ; mais nous devons aussi maintenir le front unique du mouvement national révolutionnaire ». Des communistes chinois, craignant la rupture de ce front s'étaient montrés hostiles au mouvement agraire (2). La résolution du VII<sup>e</sup> Exécutif élargi de l'I. C. sur la situation en Chine, condamna cette erreur et souligna le rôle décisif des paysans dans la révolution.

#### Les luttes de la classe ouvrière.

Le camarade S. Daline, qui connaît bien la Chine à Canton, a publié, dans la « Pravda » de Moscou, deux articles exceptionnellement intéressants sur la politique ouvrière du gouvernement du « Kuomintang » (3).

On sait, qu'en fin 1926, le Cabinet de Londres

(2) Compte rendu du VII<sup>e</sup> Exécutif élargi de l'I. C.

(3) *Pravda* du 3 mars (*Canton*), et *Pravda* du 3 avril (*Canton Ouvrier*).

tenta d'instaurer une politique de rapprochement avec le gouvernement de Canton. Celui-ci répondit par la levée du blocus de Hong-Kong. Mais la réalité du boycott des bâtiments anglais était assurée par des piquets d'ouvriers syndiqués. Les syndicats cantonnais que M. Eugène Chen, ministre des Affaires étrangères, s'était abstenu de consulter, maintinrent un boycott continué victorieusement depuis seize mois. Interviewé, M. Eugène Chen déclara aux journalistes que le gouvernement saurait bien se faire obéir des ouvriers. Le gouverneur britannique de Hong-Kong se déclara, de son côté, disposé à seconder l'affermissement de l'ordre à Canton et... fit fouiller par des douaniers anglais, dans le port de la capitale nationaliste-révolutionnaire, un bateau portant le pavillon des Soviets. Le courrier diplomatique de l'U. R. S. S. fut molesté. Il fallut que le prolétariat cantonnais descendit dans les rues pour que M. Eugène Chen se rétractât et pour que les espoirs des britanniques fussent déçus, une fois encore. « Au moment où nous nous trouvâmes à Canton, écrit S. Daline, le pouvoir y appartenait à la rue révolutionnaire... Le C. C. du « Kuomintang » et le gouvernement étaient devenus des sortes de commissions d'arbitrage ».

Elles avaient fort à faire ces commissions d'arbitrage bien tiraillées en leur propre sein ! Des manifestations — toutes menaçantes ! — patronales, ouvrières, commerçantes, et des délégations de paysans pauvres et de propriétaires fonciers l'assiégeaient de revendications impérieusement contradictoires.

Au moment de commencer la grande offensive du Nord, qui devait aboutir à la prise de Shanghai, le C. C. du « Kuomintang » lança un appel à la paix sociale pour la victoire ; l'autorité militaire interdit les grèves et les réunions ouvrières. Le prolétariat cantonnais soutint l'effort militaire mais continua ses luttes de salaires. Non sans succès : une menace patronale de lock-out à l'arsenal de Canton fut brisée par l'annonce de la grève générale. — Les ouvriers cantonnais sont pour la plupart organisés (plus de 200.000 syndiqués ; ce sont, en majorité, des ouvriers de métier et non d'industrie). Leurs salaires n'ont guère augmenté depuis 1917, bien que le coût de la vie ait subi une forte hausse. La journée de travail varie entre 11 et 15 heures. Et il faut des luttes incessantes pour maintenir ces misérables conditions d'existence. Les ouvriers ont été amenés à constituer des équipes armées (les « piquets »), afin de protéger les grévistes et les organisations contre les agressions des bandes formées par les patrons ; afin aussi de ne pas être à la merci d'un coup de force. On a tenté à diverses reprises de les désarmer. Le 6 août 1926, le commandant en chef de l'armée sudiste ordonnait le désarmement des ouvriers ; en décembre 1926, après les premières grandes vic-

toires de l'armée nationaliste-révolutionnaire, dans la région de Yang-tsé-Kiang, l'on entreprenait de désarmer les organisations prolétariennes de Canton (sans d'ailleurs y réussir ni pousser les choses à fond). Le gouvernement instituait l'arbitrage obligatoire dans les conflits entre le capital et le travail. Il s'avéra tout de suite que cet arbitrage ne serait obligatoire que pour les travailleurs. Une loi du 5 janvier 1927 limita le droit de grève et interdit, en divers cas, l'usage des piquets ouvriers (4). Tandis que le gouvernement exerçait ces pressions sur la classe ouvrière, le patronat formait et armait, à Canton, une confédération de syndicats jaunes. Concluons avec la revue russe de l'I. S. R. : « Les masses ouvrières ont à soutenir sur le territoire du gouvernement nationaliste, des luttes acharnées pour l'amélioration de leur situation économique. » (5)

Or, ce sont ces masses qui ont donné à la révolution chinoise ses plus grandes victoires. Les grandes grèves de Hankéou et de Shanghai, closes par des massacres ; le boycott de Hong-Kong pendant seize mois ; les victoires du « Kuomintang » sur la réaction ; la prise de la concession anglaise de Hankéou (elle fut envahie par les syndicats) ; la prise de Shanghai, voilà les traits les plus saillants de leur action.

... Quelle fut, dans ces circonstances, la politique du P. C. Chinois ? Rien n'a été publié à ce sujet. Mais la disproportion des effectifs entre les syndicats (1.500.000 membres) et le parti (15.000), est impressionnante (6).

#### La victoire prolétarienne et le guet-apens de Shanghai

Shanghai tomba le 21-22 mars au pouvoir des Rouges. Voici comment : L'armée sudiste approchait. Les troupes nordistes du Chantouang occupaient la ville. La journée du 21 avait été paisible. A 11 heures du soir, un coup de canon retentit, signal mystérieux. Ce fut instantanément la grève générale. Les prolétaires déposant leurs outils sortirent leurs fusils. L'insurrection commença, comme il sied, par l'assaut des postes de police. La ville chinoise se couvrit de barricades. Le général Pi-Chou-Tcheng bombardait les quartiers ouvriers. Le feu détruisit d'après le « China Courier », près de 1.500 maisons. Mais, dans la matinée du 22, les insurgés donnaient l'assaut à la gare où se tenait le train blindé du gé-

(4) Voir l'éditorial du numéro 11 de l'*Internationale Communiste*.

(5) A. Markov. Lettre de Chine, dans le *Mouvement Ouvrier International*, Moscou, numéro 13, du 31 mars 1917.

(6) Il fut dit, au VII<sup>e</sup> Exécutif élargi de l'I. C., que le P. C. C. comptait environ 13.000 membres. J'ai relevé depuis dans la presse, le chiffre de 15.000. Boukharine vient (*Pravda*, du 20 avril), d'écrire : 30.000.

(1) M. Alsky, *Canton vainc*, Edition de l'Académie Communiste, Moscou, 1927.